

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 13 NOVEMBRE 2007**

**Présents :** MM. GALANT J., Bourgmestre, Président;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;  
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-  
STALPAERT P., BREUSE E.; SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L.,  
ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETE  
C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

-----

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 02 OCTOBRE 2007- PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 18 voix pour et 3 abstentions, le procès-verbal de la séance du 02 octobre 2007 – partie publique.

-----

### **2. FINANCES – TAXE SUR LES AGENCES BANCAIRES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

### **Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale annuelle sur les agences bancaires.

Sont visées, les entreprises dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou d'autres fonds remboursables et à octroyer des crédits pour leur propre compte ou pour le compte d'un organisme avec lequel elles ont conclu un contrat d'agence ou de représentation, existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2** : La taxe est due par la personne pour le compte de laquelle l'activité définie à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, était exercée au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée comme suit, par agence bancaire : 200 euros par poste de réception.

Par « poste de réception », il y a lieu d'entendre tout endroit, tel que bureau, guichet, local, où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5** : L'Administration Communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7** : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est calculée sur base d'un nombre forfaitaire de 6 postes de réception.

**Article 8** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

### **3. FINANCES – TAXE SUR LES AGENCES DE PARIS SUR LES COURSES DE CHEVAUX - APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale sur les agences de paris sur les courses de chevaux.

Sont visées les agences de paris sur les courses de chevaux, autres que celles acceptant exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique.

**Article 2** : La taxe est due par l'exploitant de la ou des agences de paris sur les courses de chevaux au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 62 euros par mois.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5:** L'Administration Communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 8 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

#### **4. FINANCES – REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS - APPROBATION**

##### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu'entraîne pour l'Administration Communale la délivrance de documents administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

##### **Décide :**

Par 15 voix pour, 6 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012 une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées non plus :

- la délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;

- la création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- la délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SRWL ;
- la délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement et loyer (A.D.L) ;
- la délivrance de pièces pour l'accueil des enfants de Tchernobyl : l'accueil de ces enfants étant justifié par des motifs humanitaires, aucune imposition communale ne sera effectuée tant lors de la délivrance de la déclaration d'arrivée de ces enfants que pour toute démarche administrative entreprise pour l'accueil.

**Article 2 :** *La redevance est due par la personne qui demande le document.*

**Article 3 :** La redevance est fixée comme suit :

- 1) Délivrance de documents d'urbanisme en vertu des articles 85 et 90 du CWATUP : 20 €
- 2) Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3 €
- 3) Tous certificats délivrés par le Service Population : 3 €
- 4) Légalisation de signature : 2 €
- 5) Délivrance de permis de conduire définitifs belges et internationaux : 10 €
- 6) Carte d'identité d'enfant de 12 ans ou plus : 15 €
- 7) Carte d'identité belge (procédure normale) : 5 € de taxe communale et 10 € de confection à ristourner au Fédéral (pour un coût total de 15 €)
- 8) Carte d'identité belge (procédure d'urgence) : 12,88 € de taxe communale et 87,12 € de confection à ristourner au Fédéral (pour un coût total de 100 €)
- 9) Carte d'identité belge (procédure d'extrême urgence) : 15,85 € de taxe communale et 139,15 € de confection à ristourner au Fédéral (pour un coût total de 155 €)
- 10) Taxe sur la demande de mariage : 20 € - Livret de mariage : 40 €
- 11) Certificat de changement de résidence : 10 €
- 12) Carte d'identité pour membre de la C.E.E : 15 €
- 13) Carte d'identité pour membre hors C.E.E : 20 €
- 14) Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 €
- 15) Attestation d'immatriculation Modèle B : 2,5 €
- 16) Déclaration d'arrivée : 2,5 €
- 17) Certificat d'inscription au registre des étrangers : 10 €
- 18) Extrait de casier judiciaire : 5 €
- 19) Etablissement de dossiers de naturalisation, option, étranger : 20 €
- 20) Délivrance de documents relevant du CWATUP :
  - certificat d'urbanisme 1 : 20 €
  - certificat d'urbanisme 2 : 20 €
- 21) Délivrance de plans de l'entité :
  - petit format : 5 €
  - grand format : 10 €
- 22) Délivrance de passeports :
  - adulte procédure normale : 10 € de taxe communale-05 € de redevance-30 € de taxe consulaire et 41 € de confection (pour un coût total de 81,5 €)
  - adulte procédure d'urgence : 20 € de taxe communale-0,5 € de redevance-30 € de taxe consulaire et 210 € de confection (pour un coût total de 260,5 €)

- enfant de 0 à 12 ans procédure normale : 0,5 € de redevance et 41 € de confection (pour un coût total de 41,5 €)
- enfant de 0 à 12 ans procédure d'urgence : 0,5 € de redevance et 210 € de confection (pour un coût total de 210,5 €)
- enfant de 12 à 18 ans procédure normale : 10 € de taxe communale-0,5 € de redevance et 41 € de confection (pour un coût total de 51,5 €)
- enfant de 12 à 18 ans procédure d'urgence : 20 € de taxe communale-0,5 € de redevance et 210 € de confection (pour un coût total de 230,5 €)
- 

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.  
Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

## **5. FINANCES – TAXE SUR LA DISTRIBUTION GRATUITE A DOMICILE D'ECRITS PUBLICITAIRES NON ADRESSES – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programmée du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Au sens du présent règlement, on entend par :

Ecrit ou échantillon non adressé : l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune).

Ecrit publicitaire : l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s).

Echantillon publicitaire : toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente.

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne.

Ecrit de presse régionale gratuite : l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :

- les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires,...)
- les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L culturelles, sportives, caritatives,
- les « petites annonces » de particuliers,
- une rubrique d'offres d'emplois et de formation,
- les annonces notariales,
- par l'application des Lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux,...

**Article 2** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

**Article 3** : La taxe est due :

- par l'éditeur,
- ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur,
- ou si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur.

- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

**Article 4 :** La taxe est fixée à :

- 0,0111 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus
- 0,0297 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus
- 0,0446 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus
- 0,08 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes.

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,006 euro par exemplaire distribué.

**Article 5 :** La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 6 :** Le redevable est tenu de faire au plus tard le 5<sup>ème</sup> jour du mois de la distribution, à l'Administration Communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (6 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales), la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **6. FINANCES – TAXE SUR L'ENLEVEMENT DES IMMONDICES – APPROBATION**

Monsieur HALLOT demande à la Présidente si le Collège Communal compte mettre un certain nombre de sacs gratuits à la disposition de la population.

La Présidente répond que rien n'est prévu dans ce sens et que malgré les injonctions du Ministre de Tutelle qui tend à faire payer au contribuable le coût réel de l'enlèvement et du traitement des déchets, le budget ne prévoit qu'une récupération auprès des habitants de 80 % du coût réel.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;



Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Considérant que l'enlèvement des immondices représente une charge importante pour la commune;

Vu l'article 255, 11° de la nouvelle loi communale rendant obligatoires les dépenses relatives à la salubrité publique;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide :**

Par 15 voix pour, 3 abstentions, 3 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012 une taxe communale annuelle sur l'enlèvement des immondices. Est visé l'enlèvement des déchets ménagers et des déchets y assimilés.

**Article 2** : Seule la situation au registre de la population au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition est prise en compte.

En cas de non-inscription au registre de la population pour quelque raison que ce soit, la taxe est due par l'occupant et solidairement par le propriétaire.

Un logement est tout local à usage d'habitation et partie de maison, d'immeuble où l'on réside habituellement.

Un ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de mariage ou des liens familiaux, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Le chef de ménage est le membre du ménage habituellement en contact avec l'administration pour les affaires qui concernent le ménage. La désignation de la personne de référence s'effectue conformément aux indications figurant dans le registre de population. Les personnes vivant seules sont d'office considérées comme chefs de ménage.

Si, dans un même logement, il se trouve plusieurs personnes pouvant se prévaloir de la qualité de chef de ménage, la taxe est due solidairement par ces différentes personnes de sorte qu'il y ait toujours un impôt enrôlé par logement.

**Article 3** : La taxe est due :

- par tout ménage et solidairement par les membres de tout ménage inscrit aux registres de population de la commune ou recensé comme second résident au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, à une adresse située le long du parcours ou à moins de 150 m du trajet suivi par le service d'enlèvement ;
- par toute personne physique, ou, solidairement, par les membres de toute association, ou, par toute personne morale qui, au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, pratiquaient une profession indépendante ou libérale, une activité agricole, commerciale, industrielle ou de services dans un ou plusieurs biens immobiliers situé(s) à moins de 150 mètres du parcours suivi par le service d'enlèvement.

**Article 4** : La taxe n'est pas applicable aux institutions publiques déterminées par la loi même si les immeubles qu'elles occupent ne sont pas leur propriété : cette exonération ne s'étend pas aux immeubles ou parties d'immeuble occupés à titre privé, aux personnes hébergées dans les homes ; aux membres des consulats et ambassades ; aux détenus des établissements pénitentiaires

**Article 5** : La taxe est fixée à :

- a) 90 euros pour les isolés ;
- b) 140 euros pour les ménages dont question à l'article 3 § 1 composés de 2 personnes ou plus ;
- c) 140 euros solidairement par les membres de toute association ou par toute personne morale dont question à l'article 3 §2
- d) 250 euros pour les cafés ;
- e) 500 euros pour les restaurants ;
- f) 1000 euros pour les surfaces commerciales supérieures à 400 m<sup>2</sup> distribuant des produits alimentaires.

Lorsque le ménage et l'activité commerciale dont question aux points d, e et f du présent article sont domiciliés à la même adresse et constitués de la même personne, seul la taxe la plus importante sera due.

**Article 6** : Toute année commencée est due en entier.

**Article 7** : Les dégrèvements seront accordés dans les cas suivants :

- lorsqu'il s'agit de personnes bénéficiant du revenu d'intégration sociale,

- lorsque le logement se situe à plus de 150 mètres du trajet suivi par le service d'enlèvement,
- lorsque la taxe est à charge des héritiers d'un isolé si celui-ci décède dans le courant du premier mois de l'exercice d'imposition.

**Article 8** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 9** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **7. FINANCES – REDEVANCE SUR LES EXHUMATIONS - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées par l'exhumation des restes mortels exécutée par la commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

### **Décide :**

Par 20 voix pour, 1 abstention, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une redevance communale sur l'exhumation des restes mortels exécutée par la commune.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui demande l'autorisation d'exhumation.

**Article 3** : La redevance est fixée en fonction des frais réellement engagés avec un taux forfaitaire minimum de 250 euros pour les exhumations simples (caveau) et le maximum de 1.250 euros pour les exhumations plus complexes (pleine terre).

**Article 4** : La redevance est payable au moment de la demande de l'autorisation d'exhumation.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **8. FINANCES – TAXE SUR LES TERRAINS DE GOLF - APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale sur les terrains de golf.

Sont visés les terrains de golf existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2** : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des terrains de golf et par le propriétaire du sol au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 7.500 euros par terrain de golf.

**Article 4** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de

déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 5** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 6** : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 7** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **9. FINANCES – TAXE SUR LES INHUMATIONS, DISPERSION DE CENDRES ET MISE EN COLUMBARIUM - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale sur les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium.

Ne sont pas visés les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium des restes mortels :

- des personnes décédées ou trouvées mortes sur le territoire de la commune ;
- ainsi que les personnes décédées ou trouvées mortes en dehors du territoire de la commune, y inscrites au registre de la population ou au registre des étrangers au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition;

**Article 2** : La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'inhumation, de la dispersion des cendres et de la mise en columbarium.

**Article 3** : La taxe est fixée à 300 euros par inhumation, dispersion des cendres ou de la mise en columbarium.

**Article 4** : La taxe est payable au comptant au moment de la demande de l'inhumation, de la dispersion des cendres ou de la mise en columbarium, à défaut elle sera enrôlée.

**Article 5** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

**10. FINANCES – REDEVANCE SUR LES INFLEXIONS DE TROTTOIRS – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les inflexions de trottoirs,

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une redevance sur la réalisation d'inflexions de trottoirs.

**Article 2** : La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent une inflexion de trottoirs sur le territoire (domaine public) de la Commune de Jurbise.

**Article 3** : La redevance est fixée comme suit : forfait 200 € + 50€/mètre courant.

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **11. FINANCES – ADDITIONNEL A L'IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 465 à 470;

Vu la situation financière de la commune;

Après en avoir délibéré,

### **Décide :**

Par 15 voix pour, 0 abstention, 6 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'année donnant son nom à cet exercice.

**Article 2** : La taxe est fixée à 8.5 % de la partie calculée conformément à l'article 466 du Code des Impôts sur les revenus 1992, de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice.

-----

## **12. FINANCES – ADDITIONNEL AU PRECOMPTE IMMOBILIER –**

## **APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464 1er;

Vu la situation financière de la commune;

Après en avoir délibéré,

### **Décide :**

Par 15 voix pour, 0 abstention, 6 voix contre,

**Article unique:** Pour les exercices 2008 à 2012, il est établi 2700 centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

-----

## **13. FINANCES – REDEVANCE SUR LA DELIVRANCE DE PERMIS D'URBANISME - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

### **Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012 une redevance communale sur les demandes de permis d'urbanisme.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui demande le permis.



**Article 3** : La redevance est fixée à 150 euros par demande de permis d'urbanisme pour les permis traditionnels et à 50 euros pour les petits permis (notion relevant du CWATUP).

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du permis.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

#### **14. FINANCES – REDEVANCE SUR LA DELIVRANCE DE PERMIS DE LOTIR – APPROBATION**

##### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

##### **Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012 une redevance communale sur la délivrance de permis de lotir.

**Article 2** : La redevance est due lors de la délivrance du permis de lotir, pour chacun des lots créés par la division de la parcelle.

**Article 3** : La redevance est fixée à 120 euros par lot.

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la délivrance du permis.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

#### **15. FINANCES – TAXE SUR LES DEMANDES D'AUTORISATION D'ACTIVITES EN APPLICATION DU DECRET DU 11/03/1999 RELATIF AU PERMIS**

## **D'ENVIRONNEMENT - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

### **Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale sur la demande d'autorisation d'activités en application du décret du 11.03.1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 2** : La taxe est due par la personne qui demande le document.

**Article 3** : Le taux de la taxe est fixé comme suit par document :

- Permis d'environnement classe 1 : 900 euros
- Permis d'environnement classe 2 : 50 euros

- Permis unique classe 1 : 1000 euros
- Permis unique classe 2 : 150 euros
- Déclaration classe 3 : 20 euros.

**Article 4 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

**16. FINANCES – TAXE SUR LES COMMERCES DE PRODUITS ALIMENTAIRES**  
**A EMPORTER - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Considérant que les commerces visés favorisent, de par leur activité, l'augmentation des dépôts de déchets sur la voie publique puisque les produits servis sont emballés et peuvent être directement consommés en sortant de l'établissement;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale annuelle sur les commerces de produits alimentaires à emporter.

Sont visés les établissements en exploitation qui offrent à titre principal des produits alimentaires préparés et/ou cuisinés, chauds et/ou froids et dans lesquels la possibilité est offerte aux clients de les consommer sur place et/ou en dehors.

**Article 2** : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des commerces et par le propriétaire du ou des terrains au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 500 euros par an par établissement tel que défini à l'article 1<sup>er</sup> au cours de l'exercice d'imposition.

Il est uniquement tenu compte de la situation au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle

**Article 5** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7** : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 8** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **17. FINANCES – TAXE SUR LES PYLONES DE DIFFUSION POUR GSM – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale sur les pylônes de diffusion pour GSM.

sont visés :

- les pylônes de diffusion pour G.S.M existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.
- les pylônes de diffusion ou mâts d'une certaine importance qui sont des structures en site propre destinées à supporter les divers types d'antennes nécessaires au bon fonctionnement du réseau de télécommunication mobile n'ayant pu prendre place sur un site existant.

**Article 2** : La taxe est due par le propriétaire du pylône au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à 2.500 euros par pylône.

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7 :** En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 8 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **18. REDEVANCE SUR LE RACCORDEMENT A L'EGOUT, AUX COLLECTEURS PUBLICS ET SUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE TUYAUX ET DE FILETS D'EAU – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par les raccordements à l'égout du collecteur public, par la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

### **Décide :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une redevance pour les raccordements à l'égout du collecteur public et pour la fourniture et la pose de tuyaux et de filets d'eau.

**Article 2 :** La redevance est due par les personnes physiques et morales qui demandent un raccordement à l'égout du collecteur public, demandent la fourniture et la pose de tuyaux ou de filets d'eau sur le territoire (domaine public) de la Commune de Jurbise.

### **Article 3 :**

La redevance est fixée comme suit :

<b>Raccordement à l'égout public (voirie tarmac ou béton)</b> (tuyaux PVC Ø 160mm)	Forfait de 250 € + 200 €/m de raccordement
<b>Raccordement à l'égout public ( en terre-pleine)</b>	Forfait 250 € + 100 €/m de raccordement
<b>Fourniture et pose de filets d'eau (en béton)</b>	Forfait 200 € + 75 €/m
<b>Fourniture et pose de tuyaux en béton</b>	
<b>Ø 30cm</b>	Forfait 200 € + 75 €/m de tuyaux
Ø 40cm	Forfait 200 € + 100 €/m de tuyaux
Ø 50cm	Forfait 200 € + 125 €/m de tuyaux

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **19. FINANCES – TAXE SUR LES SECONDES RESIDENCES - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

**Vu** les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale annuelle sur les secondes résidences.

Est visé tout logement, existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, pour lequel la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite, pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers.

Ne sont cependant pas visés les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du Conseil de la Communauté française du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte.

**Article 2** : La taxe est due par le propriétaire de la ou des secondes résidences au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée à :

- 450 euros pour les secondes résidences hors camping ;
- 175 euros pour les secondes résidences établies dans un camping ;
- 87,5 euros pour les secondes résidences établies dans des logements pour étudiants (kots)

**Article 4** : La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5** : L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6** : La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 7** : En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.



**Article 8 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **20. FINANCES – REDEVANCE SUR L'ENLEVEMENT DE VERSAGES SAUVAGES - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées par l'enlèvement des versages sauvages dus au fait, à la négligence ou à l'imprudence d'une personne;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une redevance communale pour l'enlèvement des versages sauvages dus au fait, à la négligence ou à l'imprudence d'une personne.

Est visé l'enlèvement des déchets déposés dans des endroits non autorisés ainsi que des déchets dont les modalités d'enlèvement arrêtées par l'intercommunale de salubrité publique du Hainaut (ISPH) ne sont pas respectées.

**Article 2 :** La redevance est due par la personne par le fait, la négligence ou l'imprudence de laquelle l'enlèvement du versage sauvage a été rendu nécessaire.

**Article 3 :** La redevance est fixée à 100 euros par enlèvement de déchets dont le poids n'excède pas 10 kgs, et 100 euros par tranches supplémentaires de 10 kgs , avec un forfait maximum de 400 euros. L'enlèvement des dépôts qui entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire maximum prévu pour la catégorie de déchets concernés sera facturé sur base d'un décompte de frais réels.

**Article 4 :** La redevance est payable au comptant, contre remise d'une quittance

**Article 5 :** A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

## **21. FINANCES – TAXE SUR LES TERRAINS DE CAMPING - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94;

Vu la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale;

Vu les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus;

Vu les finances communales;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**Décide : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2008 à 2012, une taxe communale sur les terrains de camping

Sont visés, les terrains de camping-caravaning tels que définis par l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2** : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des terrains de camping et par le propriétaire du sol au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 3** : La taxe est fixée comme suit :

Superficie de l'emplacement	Type d'abris	Taux maximum
Type 1 – de 50 à 79 m <sup>2</sup>	tentes	50 euros
Type 2 – de 80 à 99 m <sup>2</sup>	Caravanes motorhomes(2,5m/8m)	70 euros

Type 3 – de 100 à 119 m <sup>2</sup>	Caravanes résidentielles et châlets,..(art.1 ;20, alinéa 2 du décret)-(superficie au sol jusque 30 m <sup>2</sup> )	85 euros
Type 4- 120 m <sup>2</sup> et plus	Idem 3 ci-avant (superficie au sol de plus de 30 m <sup>2</sup> )	100 euros

**Article 4 :** La taxe sera réduite de moitié pour les emplacements des types 1 et 2 (pour les tentes, caravanes et motor-homes) réservés aux touristes de passage.

**Article 5 :** La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 6 :** L'Administration Communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur la dite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration Communale, au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 7 :** La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

**Article 8 :** En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.

**Article 9 :** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **22. FINANCES – REDEVANCE POUR LA LOCATION D'OUVRAGES DE LA BIBLIOTHEQUE - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995, notamment l'article 56, relatif à l'organisation du service public de la lecture;

Attendu que par le présent Arrêté les Bibliothèques Publiques se doivent de respecter des normes en matière de droit d'inscription, de taxe de prêt et d'amende;

Vu les charges générées suite au fonctionnement de la Bibliothèque Publique Communale;

Vu la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1** : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, un tarif pour location d'ouvrages de la bibliothèque.

Ne sont pas visées : les personnes mineures, les animateurs de sociétés philanthropiques, les enseignants et les personnes qui consultent les livres sur place.

**Article 2** : La somme est due par la personne qui demande la location.

**Article 3** : Le tarif est fixé à :

- 0,30 € par livre et par quinzaine
- 7,50 € pour un forfait annuel

**Article 4**: Le prix est payable au moment de la délivrance des livres.

**Article 5** : En cas de retard dans le délai de restitution des ouvrages, documents, ainsi que en cas de perte ou détérioration grave d'un ouvrage ou document, une amende sera appliquée. Cette amende est également d'application pour les mineurs, les animateurs et les enseignants.

L'amende est fixée comme suit :

- En cas de retard de restitution, à 1,00 € par ouvrage et par semaine supplémentaire.
- En cas de perte ou détérioration grave par l'emprunteur, au remplacement de l'ouvrage ou au remboursement.

**Article 6** : Le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision du Conseil Communal.

-----

**23. FINANCES – TARIF DE LOCATION DES BATIMENTS DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges importantes générées par l'entretien des bâtiments communaux de l'administration,

Vu les finances communales,

Après en avoir délibéré,

**Décide : par 19 pour et 2 abstentions**

## **REGLEMENT COMMUNAL ET REGLEMENT REDEVANCE RELATIFS A L'OCCUPATION DE LOCAUX COMMUNAUX**

### **1- Conditions générales à l'occupation des salles communales**

#### ***Article 1<sup>er</sup>***

Le terme « le preneur » utilisé par le présent règlement désigne toute personne physique ou morale, privée ou publique ayant reçu l'autorisation d'occuper un local appartenant à la Commune de Jurbise.

#### ***Article 2***

Il est établi au profit de la Commune de Jurbise, à partir du 01/01/2008 et ce pour les exercices 2008 à 2013 une redevance pour l'occupation de locaux communaux.

La redevance est due par tout preneur à qui l'autorisation d'utiliser les locaux a été délivrée par le Collège Communal.

#### ***Article 3***

Nul ne peut disposer, pour quelque raison que ce soit, d'un local appartenant à la Commune de Jurbise sans l'autorisation préalable et expresse du Collège Communal. Cette autorisation est aussi requise pour toute occupation de bâtiments scolaires communaux en dehors des activités scolaires et extrascolaires organisées par la Commune.

#### ***Article 4***

Il sera fait des locaux, un usage modéré en fonction de leur structure initiale et sans altérer l'affectation première des lieux. Le preneur veillera à ce qu'il en soit disposé « en bon père de famille » et à ce qu'aucune dégradation n'y soit commise. La tranquillité du voisinage sera respectée et particulièrement en cas d'occupation nocturne. L'emploi d'appareils de diffusion sonore et d'instruments de musique sera soumis au respect des normes réglementaires en vigueur.

Le règlement de police devra être respecté.

#### ***Article 5***

Le preneur est tenu de se conformer strictement aux termes de cette autorisation, tant en ce qui concerne l'objet de la demande que le local attribué, que la date et la durée de son occupation. Le preneur est, pour le surplus, tenu d'observer les dispositions du présent règlement.

#### ***Article 6***

Toute réservation doit être effectuée par courrier adressé au Collège Communal. Cette demande doit contenir les éléments suivants :

- les nom, adresse et n° de téléphone du preneur ;
- le nom de l'association ;
- l'objet précis de la location et mentionner si celle-ci se termine par une soirée dansante ;
- la ou les date(s) de location ;
- le nombre de personnes attendues et le matériel nécessaire.

### ***Article 7***

La Commune de Jurbise ne peut être tenue pour responsable de tout problème causé par l'installation dans le local loué de matériel ou de mobilier divers ne lui appartenant pas et apporté par le preneur.

### ***Article 8***

Il est strictement interdit d'apporter une quelconque modification à la disposition des lieux du local loué sans une autorisation préalable du Collège Communal. Tout accrochage d'objets aux murs, plafonds, planchers, portes ou à tout autre équipement du local est interdit. Il est également interdit de décrocher les publicités mises en place dans le local.

Conformément aux prescriptions légales, il est interdit de fumer dans les locaux loués par l'Administration Communale.

Le papier toilette des salles est à fournir par le locataire.

### ***Article 9***

Avant et après la location, un état des lieux est effectué et signé par le preneur et la personne mandatée par le Collège Communal. De toute évidence, le local mis à disposition du preneur est réputé en bon état d'entretien, hormis l'usure et la vétusté dues à une utilisation normale en fonction de l'affectation habituelle de celui-ci. Les membres du Collège Communal ainsi que toute personne mandatée par celui-ci peuvent pénétrer librement dans le local durant le temps de location afin de contrôler sa bonne utilisation et prendre toutes les mesures nécessaires afin de se conformer aux conditions de location.

### ***Article 10***

Le preneur veille à ce que les organisateurs et le public empruntent exclusivement les voies d'accès aux locaux indiqués par la Commune.

### ***Article 11***

La Commune de Jurbise dégage sa responsabilité quant aux suites dommageables des accidents survenant à des tiers à l'occasion de l'occupation des locaux mis à la disposition du preneur.

### ***Article 12***

Dans le cas d'un sinistre couvert par l'assurance incendie et périls connexes souscrite par la Commune de Jurbise, celle-ci et son assureur renoncent aux recours qu'ils pourraient être en droit d'exercer contre les organisateurs d'activité diverses et contre les participants, à l'exclusion de la franchise légale réclamée qui sera toujours à charge des organisateurs.

Le preneur déclare renoncer, par réciprocité, à tout recours qu'il pourrait être en droit d'exercer contre la Commune et contre son assureur, en cas de sinistre qui endommagerait les objets divers autorisés à pénétrer dans le local loué. Ces objets pourront, le cas échéant, être assurés par les soins et aux frais du preneur.

### ***Article 13***

Toutes marchandises stockées, tout matériel étranger au local loué et y installés par le preneur doivent être enlevés dès la clôture de la manifestation. Ces marchandises et matériel restent exclusivement sous surveillance du preneur.

Toute disparition ou détérioration pendant la location et au-delà de la fin de la location ne peut être imputé à la Commune de Jurbise.

### ***Article 14***

La remise en état du local loué et des abords ainsi que le rangement du matériel mis à disposition sont exécutés sous la responsabilité du preneur, selon les indications données par la personne mandatée par le Collège Communal. Les immondices seront soit évacués par le preneur, soit contenus dans des sacs poubelles officiels (pouvant faire l'objet du ramassage hebdomadaire prévu sur la Commune) qui seront stockés dans la salle. Tout manquement entraînant des suites onéreuses pour la Commune de Jurbise sera facturé au preneur avec un forfait de minimum 100 euros.

### ***Article 15***

Le matériel mis à disposition du preneur est strictement limité à celui figurant à l'inventaire dont le preneur reconnaît expressément avoir pris connaissance. Le surplus de mobilier qui n'est pas utilisé pendant la location doit obligatoirement resté dans le local loué.

### ***Article 16***

Le matériel et le mobilier sont disposés par le preneur de façon à ne pas entraver le libre accès aux portes de secours et ce pendant toute la durée de l'occupation du local loué. Ces portes doivent être obligatoirement déverrouillées par le preneur. Durant l'occupation du local, le preneur doit s'assurer que les portes de secours, à l'extérieur, sont libres de toute entrave.

Le preneur prend toutes les mesures qui s'imposent pour une gestion en toute sécurité de matières inflammables (bougies, décorations,...).

Lors d'utilisation d'objets engendrant une flamme ou une source de chaleur intense, le preneur veillera à disposer, à portée de main, d'un extincteur et d'une couverture anti-feu.

### ***Article 17***

Le preneur est responsable des locaux et est tenu d'y exercer une surveillance jusqu'à la fin des activités. Il est également tenu de s'assurer que l'éclairage est totalement éteint, que le chauffage est réduit ou coupé, selon les indications spécifiques à chaque local, et de la fermeture des portes.

### ***Article 18***

Le preneur reconnaît être informé des dispositions règlementaires en matière des droits d'auteur et de rémunération équitable. La Commune de Jurbise se dégage de toute responsabilité au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le preneur.

### ***Article 19***

Le Collège Communal peut refuser la mise à disposition d'un local à toute personne physique ou morale qui, par le passé, ne se serait pas montrée respectueuse des biens communaux. Il en sera de même lorsque les circonstances laissent supposer que l'activité projetée pourrait entraîner des dégradations aux biens communaux ou troubler l'ordre public.

### ***Article 20***

Le Collège Communal se réserve le droit d'annuler, sans devoir accorder d'indemnité au locataire, toute réservation, et ce, en cas d'urgence (élections, réunion extraordinaire,...). Dans ce cas, le droit de location et la garantie locative (si déjà versée) seront remboursés.

### ***Article 21***

Le retrait de l'autorisation par mesure de police pour faute de l'impétrant ou la renonciation par celui-ci au bénéfice de l'autorisation délivrée n'entraîne pour le preneur aucun droit à la restitution des sommes déjà versées hormis la garantie locative.

### ***Article 22***

Pour des occupations à long terme de toute salle communale, les conditions dont l'objet d'une convention particulière. Sur proposition motivée, le Collège Communal peut déroger aux conditions générales et particulières du présent règlement.

## **2- Conditions particulières à l'occupation des salles communales**

Les conditions de réservation contenues dans les annexes du présent règlement portent sur les salles suivantes :

Annexe 1 : Foyer Culturel – Rue des Déportés à 7050 Masnuy-Saint-Jean

Annexe 2 : Salle Jacques Galant – Salle des Fêtes – Rue du Moustier, 8 à 7050 Jurbise

Annexe 3 : Salle Jacques Galant – Orangerie – Rue du Moustier, 8 à 7050 Jurbise

### ***Article 23***



Les salles de l'Administration Communale ne sont mises à disposition que des associations reconnues.

Pour chaque local, il est fixé une garantie locative, un forfait de nettoyage (sauf pour le foyer culturel où le nettoyage est à effectuer par le preneur) ainsi qu'un prix de location.

Ce prix est fixé dans les annexes du règlement sous le titre « conditions particulières d'occupation de la Salle ».

La gratuité totale sur le prix de location (mais les assurances et le nettoyage restent dus) est accordée aux organismes, associations et personnes suivantes :

- le Centre Public d'Action Sociale (CPAS) ;
- les écoles communales de Jurbise ;
- les partis politiques démocratiques siégeant au Conseil Communal de Jurbise (à raison de maximum 2 journées par an) ;
- les entités du secteur associatif philanthropique qui répondent aux 6 critères suivants :
  - o ce sont des organisations, c-à-d qu'elles ont une existence institutionnelle ;
  - o elles ne distribuent pas de profit à leurs membres ni à leurs administrateurs ;
  - o elles sont privées, séparées institutionnellement de l'Etat ;
  - o elles sont indépendantes dans la mesure où elles ont leurs propres règles et instances de décisions ;
  - o l'adhésion à ces entités est libre, elles sont capables de mobiliser des ressources volontaires sous la forme de dons ou de bénévolat ;
  - o leurs objectifs sont d'ordre philanthropique.

Le Collège Communal jugera de l'appartenance d'une entité au secteur associatif philanthropique.

Le Collège Communal peut également accorder la gratuité totale sur le prix de location, à titre exceptionnel, en fonction de l'intérêt que la manifestation peut représenter pour la Commune de Jurbise ou de la situation sociale du preneur. Cette gratuité totale sur le prix de location n'exonère pas le preneur des autres charges locatives (nettoyage,...), ni des charges d'assurances (R.C. et incendie).

## ***Article 24***

Après l'accord du Collège Communal, la garantie locative et la location sont payables.

En cas d'annulation tardive, insuffisamment ou non justifiée, la garantie locative ne sera pas restituée.

La réservation d'une salle communale n'est définitive qu'après accord du Collège Communal, le dépôt de la garantie locative et le paiement de tous les droits.

L'autorisation deviendra caduque en cas de non paiement.

Le jour et l'heure de l'état des lieux d'entrée ainsi que la remise des clefs seront fixés par le Service de la Culture après le paiement du droit de location.

Toute reproduction de clefs est strictement interdite.

Les montants dus, en application de l'article 14, seront retenus sur la garantie locative déposée et s'il y a un surplus, celui-ci sera réclamé au preneur.

La garantie locative sera libérée en tout ou partie suivant le respect des clauses reprises à l'article 5 ci-dessus et l'état des lieux dressé après l'occupation des locaux, en présence d'un agent communal. Le solde éventuel sera le cas échéant facturé. La remise de la garantie

locative se fera sur présentation du reçu de dépôt de celle-ci, au preneur en personne ou à son délégué - contre signature – et sur justification de son identité.

### ***Article 25***

A défaut de paiement à l’amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

## **3 – Autres locaux communaux**

### ***Article 26***

Les conditions d’occupation de tout autre local communal sont déterminées par le Collège Communal en référence aux conditions générales appliquées par le présent règlement.

## **4 – Divers**

### ***Article 27***

Lors de toute activité à caractère public ou privé, l’organisateur est dans l’obligation d’enlever, dès la fin de la manifestation, dans le local loué, tous les panneaux ou affiches ainsi que tous les panneaux et affiches du lieu de la manifestation. Il est interdit d’utiliser les arbres comme support publicitaire.

Cette salle est équipée d'une cuisine (non pourvue de vaisselle) comprenant un frigo, un four et une cuisinière (gaz).

### ***Tarif***

Le loyer de la cuisine est compris dans le prix de base.

Pour l'occupation par des particuliers (résident dans l'entité), les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 125 €
- par ½ jour : 125 €
- par soirée (à partir de 18 h) : 125 €

Pour l'occupation par des particuliers (hors entité), les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 175 €
- par ½ jour : 175 €
- par soirée (à partir de 18h) : 175 €

Pour l'occupation par des associations reconnues (de l'entité)

- par jour : 75 €
- par ½ jour : 75 €
- par soirée (à partir de 18 h) : 75 €

Le nettoyage est à réaliser par les locataires.

La garantie locative s'élève à 125 euros. Les clefs seront remises après réalisation de l'état des lieux d'entrée et du paiement de la garantie locative et du paiement de tous les droits.

La garantie locative sera restituée après l'état des lieux de sortie réalisé en présence d'un agent communal.

ANNEXE 2 - Conditions particulières d'occupation de la salle des Fêtes « Jacques Galant » à Jurbise
---

Cette salle est équipée d'une cuisine (non pourvue de vaisselle)

## ***Tarif***

Le podium peut être loué pour le prix forfaitaire de 150 €.

Le loyer de la cuisine est à ajouter au prix de base.

Le nettoyage de la salle est facturé au prix forfaitaire de 100 €.

Pour l'occupation par des associations reconnues hors entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 450 €
- par ½ jour : 275 €
- par soirée (à partir de 18h) : 275 €
- cuisine : 150 €

Pour l'occupation par des associations reconnues de l'entité les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 200 €
- par ½ jour : 125 €
- par soirée (à partir de 18 h) : 125 €
- cuisine : 75 €

La garantie locative s'élève à 200 €. . Les clefs seront remises après réalisation de l'état des lieux d'entrée et du paiement de la garantie locative et du paiement de tous les droits.

La garantie locative sera restituée après l'état des lieux de sortie réalisé en présence d'un agent communal.

Il est interdit de stationner du matériel et des véhicules sur l'esplanade en pierre bleue située en front de la salle culturelle Jacques Galant.

Il est interdit d'utiliser le matériel stocké dans la salle.

## **ANNEXE 3 – Conditions particulières d'occupation de la salle de l'orangerie à Jurbise**

## ***Tarif***

Possibilité de louer la cuisine jouxtant la salle des fêtes « Jacques Galant » et l'orangerie

Le podium peut être loué pour le prix forfaitaire de 150 €.  
Le loyer de la cuisine est à ajouter au prix de base.  
Le nettoyage de la salle est facturé au prix forfaitaire de 80 €.

Pour l'occupation par des associations reconnues hors entité, les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 200 €
- par ½ jour : 150 €
- par soirée (à partir de 18h) : 150 €
- Cuisine : 150 €

Pour l'occupation par des associations reconnues de l'entité les tarifs suivants sont appliqués :

- par jour : 100 €
- par ½ jour : 75 €
- par soirée (à partir de 18 h) : 75 €
- Cuisine : 75 €

La garantie locative s'élève à 150 €. . Les clefs seront remises après réalisation de l'état des lieux d'entrée et du paiement de la garantie locative et du paiement de tous les droits.

La garantie locative sera restituée après l'état des lieux de sortie réalisé en présence d'un agent communal.

-----

## **24. FINANCES – TARIF POUR TRAJET SUPPLEMENTAIRE DU TAXI SENIORS – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges générées suite au fonctionnement du véhicule du taxi seniors;

Attendu que le citoyen dispose d'une carte pour 50 trajets gratuits par an;

Attendu qu'il y a lieu de fixer un tarif pour les personnes qui dépassent le forfait accordé;

**Vu** la situation financière de la Commune;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

Par 19 voix pour, 2 abstentions, 0 voix contre,

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi pour les exercices 2008 à 2012, un tarif pour l'utilisation du taxi seniors au-delà des 50 trajets gratuits par an.

**Article 2** : La somme est due par la personne qui demande le trajet.

**Article 3** : Le tarif est fixé à :

2, 5 euros par trajet simple supplémentaire (5 euros pour un aller/retour).

**Article 4**: Le prix est payable au moment du trajet.

**Article 5** : Le présent règlement entrera en vigueur au plus tôt le 5<sup>ème</sup> jour qui suit celui de sa publication.

-----

**25. QUESTION(S) ORALE(S)**

Mademoiselle MORCRETTE s'adresse à l'Echevin des Travaux, Monsieur HORNY, et l'interroge sur l'évolution des marquages au sol prévus jonction rue des Anglais et Route d'Ath (RN56).

Monsieur HORNY répond que le dossier a été transmis au MET et que les travaux doivent être effectués sous peu par leurs services.

Madame SENECAUT pose quelques questions relatives à la commande groupée de mazout pour les habitants de Jurbise.

La Présidente y répond.

Madame DELHAYE-DEBAUQUE s'interroge sur la distribution des folders de la Croix-Rouge dans le cadre des écoles de l'entité.

La Présidente s'en explique.

-----

**HUIS CLOS...**

-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,